

Conseiller du DASEN en matière de jeunesse, d'engagement et de sport du Lot

Ref : 2023-1390575

Fonction publique

Fonction publique de l'État

Employeur

MENJ-MESR

Rectrice de la région académique Occitanie, rectrice de Montpellier

Recteur de Toulouse

DRAJES Occitanie IA-DASEN

Lot

Localisation

1, place Jean-Jacques Chapou, Cahors

Domaine : Direction et pilotage des politiques publiques

Date limite de candidature : 23/11/2023

Nature de l'emploi		Expérience souhaitée	
Emploi ouvert aux titulaires et aux contractuels		Non renseigné	
Rémunération <small>(fourchette indicative pour les contractuels)</small>	Catégorie	Management	Télétravail possible
Non renseigné	Catégorie A+ (Encadrement supérieur - Emplois de direction)	Oui	Non renseigné

Vos missions en quelques mots

Sous l'autorité directe du directeur académique des services de l'Éducation nationale (DASEN), le

conseiller du DASEN en matière de jeunesse, d'engagement et de sports occupe les fonctions de chef

de service départemental à la jeunesse, à l'engagement et aux sports.

A ce titre, il :

- participe au sein de l'équipe de direction à la définition des orientations du service et au suivi de son activité ; en particulier il recherche toutes les complémentarités et synergies avec les autres politiques publiques portées par la DSDEN dans une logique de continuité éducative ;
- met en œuvre les politiques publiques dans le champ de la jeunesse, des sports, de l'éducation

populaire, de l'engagement civique et de la vie associative ;

- définit, met en œuvre et suit les plans de contrôle du service dans son champ de compétences ainsi que les mesures de police administrative ;

- assure la fonction de délégué départemental à la vie associative et, dans ce cadre, participe à la conception et à la mise en œuvre d'une politique départementale de soutien aux bénévoles et aux associations en s'appuyant en particulier sur les dispositifs ministériels (FDVA, CRIB, GUID'ASSO) ;

- représente le DASEN sur les sujets qui le concerne auprès du préfet de département qui a une autorité fonctionnelle sur le SDJES, des partenaires associatifs et institutionnels (mouvement associatif départemental, mouvement sportif, associations de jeunesse et d'éducation populaire, collectivités locales, autres services de l'Etat, caisse d'allocation familiale, collectivités, etc.) ;

- est l'interlocuteur privilégié du délégué régional académique à la jeunesse, à l'engagement et aux sports (DRAJES) qui assure la coordination de ces politiques publiques à l'échelle de la région ;

contribue à la mise en œuvre du protocole départemental entre la préfecture du Lot et le rectorat de la région académique relatif à l'articulation des compétences entre les préfets et les recteurs pour la mise en œuvre des missions de l'Etat dans les champs des sports, de la jeunesse, de l'éducation populaire, de l'engagement civique et de la vie associative ; dans ce cadre, il rend compte périodiquement au directeur de cabinet de la préfecture concernant la réglementation des accueils de mineurs (code de l'action sociale et des familles) et des activités physiques et sportives (code du sport) et peut être invité à participer au CAD.

Profil recherché

Le candidat doit disposer de solides notions dans le domaine de l'inspection des accueils collectifs de mineurs et des établissements d'activités physiques et sportives.

Il doit en outre maîtriser les dossiers propres aux politiques d'engagement comme le Service national Universel ou le Service Civique et à l'exercice des fonctions de délégué départemental à la vie associative.

Il doit avoir une bonne connaissance des enjeux liés à la vie associative et maîtriser les

dispositifs et politiques publiques relatifs à l'accompagnement des associations et des bénévoles.

Le candidat doit enfin disposer d'une expérience professionnelle dans le domaine des politiques publiques de la jeunesse et des sports. Il doit avoir exercé des responsabilités opérationnelles.

Connaissances de l'environnement administratif, institutionnel et politique, capacités d'animation

d'équipe, de conduite de projets, aptitude à la communication, à l'écoute, au dialogue, sens de la

négociation, esprit d'initiative, capacité de représentation et aisance orale sont également indispensables.

Éléments de candidature

Documents à transmettre

Pour postuler à cette offre, l'envoi du CV et d'une lettre de motivation est obligatoire

À propos de l'offre

Informations complémentaires

La procédure de recrutement se déroule selon les modalités fixées par les articles 3 à 10 du décret n° 2019-1594 du 31 décembre 2019 ainsi qu'à l'arrêté du 31 décembre 2019 modifié.

Concernant l'emploi de CDASEN-JES, l'autorité de recrutement est le secrétaire général du MENJ et du MSJOP ; l'autorité dont relève l'emploi à pourvoir est le DASEN du Lot.

Les dossiers de candidature, constitués d'un CV, d'une lettre de motivation, du 1er arrêté de titularisation dans un corps de fonctionnaire de la catégorie A et du dernier arrêté de promotion d'échelon dans le corps d'origine (voire dans un emploi fonctionnel), doivent parvenir au plus tard dans un délai de 15 jours qui suit la présente publication, par voie hiérarchique, et uniquement par courriel, à :

· Madame la Rectrice de l'académie de Montpellier, rectrice de région académique d'Occitanie à l'adresse suivante : ce.sgra@region-academique-occitanie.fr

· M. le Directeur Académique des Services de l'Education Nationale du Lot : ce.cabinet46@ac-toulouse.fr

Une copie du dossier est à adresser par courriel au service de la politique de l'encadrement supérieur (SPES) :

mpes.mobilite@education.gouv.fr

et au bureau des administrateurs de l'Etat et des emplois fonctionnels (DE 1-2) :

de1-2candidature@education.gouv.fr

Aucune candidature ne sera traitée dans l'outil CSP.

Conditions particulières d'exercice

Les conditions d'emploi et les modalités de recrutement sont fixées aux articles 2 à 16 du décret n° 2019-1594 du 31 décembre 2019 relatif aux emplois de direction de l'État.

La durée d'occupation de l'emploi est de quatre ans, renouvelable une fois. La période probatoire est fixée à six mois.

L'emploi relève du groupe III des emplois fonctionnels des services déconcentrés de l'éducation nationale et du niveau 4 des emplois définis par l'arrêté du 22 novembre 2022.

Les candidates et candidats doivent remplir les conditions statutaires définies par le décret n° 2016-1413 modifié du 20 octobre 2016.

La rémunération brute annuelle dépend de l'expérience du titulaire de l'emploi. Elle comprend une part fixe brute comprise entre 28 532 € et 81 639€ et une part dépendant des fonctions, des sujétions et de l'expertise de l'emploi comprise entre 26 000€ et 63 000 €.

À l'intérieur de cette fourchette, si le titulaire de l'emploi est un fonctionnaire, sa rémunération est établie au regard de son classement dans sa grille indiciaire.

Pour les personnes n'ayant pas la qualité de fonctionnaire, le classement est fait au regard de la durée et du niveau des expériences professionnelles antérieures en rapport avec l'emploi à pourvoir.

À cette rémunération fixe pourra être ajouté un complément indemnitaire annuel dont le montant dépend de la manière de servir. Il est versé en une seule fois.

Fondement juridique

Code général de la fonction publique

Décret n° 2016-1413 du 20 octobre 2016 relatif aux emplois fonctionnels des services déconcentrés de l'éducation nationale

Décret n° 2019-1594 du 31 décembre 2019 modifié relatif aux emplois de direction de l'État

Arrêté du 31 décembre 2019 fixant les modalités de recrutement des emplois de direction au ministère chargé de l'éducation nationale et au ministère chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche

Arrêté du 5 février 2021 modifié fixant la liste des emplois de CDASEN-JES

Décret n° 2022-1453 du 23 novembre 2022 relatif aux conditions de classement, d'avancement et de rémunération applicables à certains emplois supérieurs de la fonction publique de l'Etat, ensemble le décret n° 2008-836 du 22 août 2008 fixant l'échelonnement indiciaire des corps et des emplois communs aux administrations de l'Etat et de ses établissements publics ou afférent à plusieurs corps de fonctionnaires de l'Etat et de ses établissements publics

Arrêté du 23 novembre 2022 relatif à la répartition par niveaux des emplois relevant du décret n° 2022-1453 du 23 novembre 2022

Arrêté du 23 novembre 2022 pris pour l'application à certains emplois supérieurs de la fonction publique de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat

Avis de vacance au JO

Sans objet

Statut du poste

Vacant à partir du 01/01/2024

Métier de référence

Cadre dirigeant d'un service territorial

Qui sommes nous ?

La DSDEN du Lot met en œuvre au sein du département la politique éducative ministérielle. Elle assure la gestion des personnels enseignants du 1er degré, des moyens du 1er degré et des collèges du département, et de la scolarisation des élèves.

Le service départemental à la jeunesse, à l'engagement et aux sports de la DSDEN du Lot est compétent en matière de politiques relatives à la jeunesse, aux sports, à la vie associative, à l'engagement civique et à l'éducation populaire. A ce titre, met en œuvre dans le département les politiques relatives :

1° Au service civique, à la réserve civique et au service national universel. Il apporte son concours au délégué territorial de l'Agence du service civique et au préfet de département, pour la mise en œuvre des missions de ce groupement d'intérêt public ;

2° A la promotion, au développement, à l'organisation, à l'accès et au contrôle des activités physiques et sportives, au développement maîtrisé des sports de nature, à la prévention des incivilités et à la lutte contre la violence dans le sport. Il apporte son concours, le cas échéant, au délégué territorial de l'Agence nationale du sport ;

3° A la qualité éducative des accueils collectifs de mineurs et à la sécurité physique et morale des mineurs qui y sont accueillis ;

4° A l'animation des actions en faveur de l'engagement, de l'initiative, de l'expression, de l'information, de l'autonomie et de la mobilité internationale de la jeunesse ;

5° Au développement et à l'accompagnement de la vie associative, du bénévolat et du volontariat

ainsi qu'à la promotion de l'éducation populaire aux différents âges de la vie ; à ce titre, il assure

le secrétariat du collège départemental consultatif mentionné à l'article 7 du décret du 8 juin 2018

susvisé.

Le service départemental à la jeunesse, à l'engagement et aux sports concourt par ailleurs :

1° A la prévention du dopage ;

2° A la programmation des équipements sportifs ;

3° A l'insertion professionnelle des jeunes ;

4° A la formation, à la certification et à l'observation des métiers dans les domaines des sports, de la jeunesse et de l'éducation populaire ;

5° Au soutien à l'emploi dans les domaines des sports, de la jeunesse et de l'éducation populaire.

Le SDJES du Lot compte 11 agents.